

**ANNEXE II DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE L'UNION
EUROPEENNE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA
CONVENTION DE DELEGATION DE L'UNION
EUROPEENNE
POUR LE MODE DE MISE EN OEUVRE CENTRALISEE
INDIRECTE**

DISPOSITIONS GENERALES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1: OBLIGATIONS GÉNÉRALES

- 1.1 L'Organisme délégataire est chargé d'effectuer les tâches liées à la mise en œuvre de l'Action, telle que décrite à l'annexe I de la Convention qui fixe les indicateurs de performance. L'Organisme délégataire est responsable de l'ensemble des activités nécessaires à la mise en œuvre de l'Action, notamment, de la préparation, la mise en œuvre et la clôture des contrats de subvention et de marchés publics, ainsi que la gestion des dépenses correspondantes. L'Organisme délégataire participe aux réunions de coordination et autres activités communes organisées de manière conjointe avec la Commission.
- 1.2 Dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées au titre de la Convention, l'Organisme délégataire ne peut effectuer de tâches impliquant une marge d'appréciation qui est de nature à traduire des choix politiques et ne peut ni définir, ni modifier les objectifs, les stratégies et les domaines prioritaires de l'Action, tels que décrits à l'annexe I. L'Organisme délégataire ne peut fournir directement, avec son propre personnel, qu'une assistance technique auxiliaire.
- 1.3 L'Organisme délégataire accomplit les missions qui lui sont expressément déléguées par la Convention dans le respect du principe de bonne administration financière conformément aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités, et doit effectuer les contrôles nécessaires conformément aux conditions et modalités prévues par la réglementation pertinente.
- 1.4 L'Organisme délégataire ne peut, sans l'autorisation écrite préalable de la Commission, sous-déléguer à un tiers aucune des tâches liées à l'exécution de l'Action, ni céder tout ou partie de ses droits et obligations à un tiers, en ce compris les droits repris à l'article 15. Ce tiers ne peut-être qu'un organisme de droit public (national ou international) ou un organisme privé investi d'une mission de service public. Si la Commission a autorisé l'Organisme délégataire à sous-déléguer une partie de ses tâches à un tiers ("Partenaire"), L'organisme délégataire devra:
 - réaliser une évaluation ex-ante de ce Partenaire, équivalente à celle réalisée par la Commission européenne à son égard (évaluation des piliers). Elle devra ainsi s'assurer que les procédures et systèmes utilisés par ce Partenaire pour mettre en œuvre l'Action sont conformes aux standards internationaux. Toutefois cette évaluation ex-ante ne sera pas nécessaire si elle a déjà été réalisée de façon concluante par la Commission européenne dans le cadre d'une gestion centralisée indirecte ou d'une gestion conjointe;
 - conserver le contrôle des tâches déléguées dans la mise en œuvre de l'Action, et s'assurer que les contrôles ex-ante et ex-post nécessaires sont en place afin de garantir la bonne gestion des finances de l'UE/du FED.

En tout état de cause, l'Organisme délégataire reste entièrement responsable à l'égard de la Commission européenne, du respect des dispositions de la Convention et des obligations qui en découlent.

- 1.5 L'Organisme délégataire informe sans tarder la Commission de tout changement important intervenu dans ses procédures ou ses systèmes effectivement appliqués dans la mise en œuvre de l'Action, en particulier ceux qui affectent les conditions d'éligibilité visées dans les instruments juridiques applicables, ainsi que de toute autre circonstance qui serait de nature à affecter la mise en œuvre de la Convention, ou à retarder ou à compromettre l'exécution des tâches déléguées. Il actualise en particulier les informations concernant ses systèmes d'audit, de comptabilité, de passation de marchés et d'octroi de subventions, ainsi que ses systèmes de contrôle interne efficaces et performants. La Commission se réserve le droit d'adopter des mesures additionnelles pour répondre aux changements visés ci-dessus ou de mettre un terme à la Convention conformément aux dispositions de l'article 12.2 ci-après.
- 1.6 L'Organisme délégataire prend les mesures appropriées pour empêcher les cas d'irrégularité et de fraude visés par l'article 1^{er} de la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes du 26 juillet 1995 (JO C 316 du 27.11.1995, p. 48) , de corruption visé à l'article 3 de la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne établi par acte du Conseil du 26 mai 1997 (JO C 195 du 25.6.1997, p. 1) ou toute autre activité illégale dans la gestion de l'Action. Tous les cas suspectés et avérés d'irrégularité, de fraude et de corruption touchant la Convention, ainsi que les mesures prises dans ce cadre par l'Organisme délégataire, doivent être notifiés immédiatement à la Commission. L'Organisme délégataire transmet dans les meilleurs délais à la Commission, toute information concernant les cas suspectés et avérés de fraude ou de corruption, ou toute autre activité illégale
- Le cas échéant, l'Organisme délégataire est responsable de mettre fin aux contrats ou conventions passés avec les Partenaires, bénéficiaires des subventions, contractants, membres du personnel coupables de comportements frauduleux ou de pratiques de corruption dans le contexte de la présente Convention, ainsi que de toute autre action mise en œuvre par l'Organisme délégataire et financée par l'Union européenne, et d'engager des poursuites, en ce compris une action en justice, en vue de recouvrer les fonds qui ont été indûment versés ou qui n'ont pas été utilisés correctement.
- 1.7 L'Organisme délégataire vérifie régulièrement que l'Action a été exécutée correctement. Le cas échéant, il prend, pour remédier aux problèmes constatés des mesures appropriées, proportionnées à la gravité des problèmes en ce compris la suspension de l'autorisation de passer de nouveaux contrats de subventions ou de marchés publics avec des tiers, ou la suspension du versement de tranches supplémentaires. Si la situation l'exige, il engage une action en justice en vue de recouvrer les fonds qui ont été indûment versés ou qui n'ont pas été utilisés correctement.
- 1.8 L'Organisme délégataire est responsable vis-à-vis la Commission pour tous les fonds qui ont été indûment versés.
- 1.9 L'Organisme délégataire veille à ce que les conditions qui lui sont applicables au titre des articles 1, 3, 4, 5, 6, 7, 10, 14, 16 et 17 de la présente Convention soient également applicables aux tiers qui participeraient à la mise en œuvre de l'Action. L'article 11.2 s'applique également aux Partenaires.

ARTICLE 2: OBLIGATIONS D'INFORMATION ET DE PRESENTATION DES RAPPORTS

- 2.1 L'Organisme délégataire fournit à la Commission toutes les informations relatives à la mise en œuvre de l'Action. A cet effet, l'Organisme fournit, avant la signature de cette Convention, un programme de travail pour la première phase de mise en œuvre, comme précisé dans la description de l'Action. L'Organisme établit également des rapports d'exécution (le "Rapport d'exécution") ainsi qu'un rapport final (le "Rapport final"). Ces rapports sont constitués d'une partie descriptive et d'une partie financière. Les rapports descriptifs et financiers couvrent la totalité de l'Action, que l'Action soit financée intégralement ou partiellement par la Commission.
- 2.2 Toute obligation additionnelle de présentation de rapports sera établie dans les Conditions Particulières.

- 2.3 La Commission peut demander à tout moment des informations complémentaires, en justifiant sa requête. Ces informations sont fournies dans un délai de 30 jours à compter de la demande.
- 2.4 Chaque Rapport d'exécution donne un compte-rendu complet de tous les aspects de la mise en œuvre de l'Action pendant la période sur laquelle il porte. Il est structuré de façon à permettre une comparaison entre le ou les objectifs, les moyens envisagés ou mis en œuvre (notamment l'ensemble des dépenses effectivement encourues par l'Organisme), les résultats prévus et ceux obtenus et les éléments du budget de l'Action. Le degré de détail dans chaque rapport devrait correspondre à celui de la Description de l'Action.
- 2.5 L'Organisme délégataire soumet un Rapport d'exécution pour chaque période de douze mois à compter du début de la période de mise en œuvre. L'Organisme délégataire soumet le Rapport d'exécution dans un délai de 60 jours à compter de la fin de la période couverte par ce rapport. Si la période de mise en œuvre n'excède pas douze mois, l'Organisme délégataire se contente de déposer un Rapport final.
- 2.6 Le Rapport d'exécution doit contenir au minimum les éléments suivants :
- (a) un résumé et contexte de l'Action ;
 - (b) une description succincte de la manière dont chaque activité a été exécutée et information sur les mesures prises en vue d'identifier l'Union européenne comme source de financement, en ce compris les informations sur les dépenses effectivement engagées et encourues par activité;
 - (c) les difficultés rencontrées et mesures prises pour surmonter les problèmes;
 - (d) les modifications apportées à la mise en œuvre;
 - (e) les réalisations/résultats obtenus en utilisant les indicateurs prévus dans la présente Convention;
 - (f) les informations relatives aux mesures de contrôle et d'audit auxquelles l'Organisme délégataire lui-même a été soumis, ainsi que des mesures de contrôle auxquelles le Partenaire a été soumis. Si une inspection a eu lieu, il convient de joindre un rapport d'inspection de synthèse, précisant le nombre et les résultats des contrôles sur place et des audits qui ont déjà été réalisés;
 - (g) un état financier d'ensemble rendant compte de l'utilisation qui a été faite des fonds transférés à l'Organisme délégataire;
 - (h) le programme de travail pour la période suivante contenant une définition des objectifs et les indicateurs de performance correspondants. Si le rapport est transmis après la fin de la période couverte par le programme de travail précédant, un nouveau programme de travail, même provisoire, doit toujours être établi avant cette date;
 - (i) Le cas échéant, une demande de paiement.
- 2.7 L'Organisme délégataire soumet à la Commission, dès que possible et au plus tard 6 mois après la fin de la période de mise en œuvre de la Convention, un Rapport final synthétisant l'exécution des différentes actions couvertes (ventilé par opération, au cas où l'Action couvre plusieurs opérations) et rendant compte de l'utilisation qui a été faite des fonds transférés à l'Organisme délégataire. Si la durée de la période de mise en œuvre de la Convention est inférieure à douze mois, le Rapport final contient, outre les informations énumérées au paragraphe 8 ci-dessus, l'ensemble des informations visées au paragraphe 6 ci-dessus (exception faite des informations mentionnées aux points (h) et (i)).
- 2.8 Le Rapport final doit contenir au minimum les éléments suivants:
- (a) un état récapitulatif complet des recettes de l'Action, des contributions reçues et des coûts exposés, y-compris le montant total effectivement payé par l'Organisme délégataire ou le(s) Partenaire(s) à des tiers, le montant total de l'indemnité financière pour charges administratives et le montant total du coût réel de l'assistance technique apportée par l'Organisme délégataire à des tiers, ce qui doit permettre de déterminer le solde total à recouvrer par la Commission auprès de l'Organisme délégataire;
 - (b) les mesures de contrôles et d'audit auxquelles l'Organisme délégataire lui-même a été soumis, en ce-compris le(s) Partenaire(s), accompagné, le cas échéant, des

- informations actualisées sur les mesures prises pour remédier aux problèmes éventuellement constatés;
- (c) un tableau récapitulatif avec les montants finaux par chaque contrat de marché public et/ou de subvention;
 - (d) une description des résultats produits par chaque opération et leur impact au regard des objectifs de l'Action avec référence aux indicateurs de performance correspondants;
 - (e) s'il y a lieu, un relevé détaillé des transferts d'actifs mentionnés à l'article 7.3;(f) le cas échéant, une demande de paiement.
- 2.9 Les rapports sont présentés en euros. Lorsque la législation nationale de l'Organisme délégataire ou ses obligations comptables imposent l'utilisation d'états financiers et budgétaires libellés dans une autre monnaie, aux fins de l'établissement des rapports, la conversion en euros se fera aux taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement publié sur InforEuro en vigueur le jour où le paiement est exécuté.
- 2.10 Si à la date prévue par l'article 2.7 pour la présentation du Rapport final, l'Organisme délégataire ne s'est pas acquitté de cette obligation et n'a pas fourni une explication écrite acceptable et suffisante des raisons qui l'en ont empêché, la Commission peut refuser de verser les montants restant à payer et procéder au recouvrement de tout montant indûment versé.
- En outre, lorsque, lorsque l'Organisme délégataire n'a pas présenté un Rapport d'exécution et une demande de paiement avant la fin du délai fixé à l'article 2.5, il en signale les raisons à la Commission et indique brièvement l'état d'avancement de l'Action. Si l'Organisme délégataire ne s'acquitte pas de cette obligation, la Commission peut résilier la Convention en conformité avec l'article 12.2, point (b), refuser de verser les montants restant à payer et procéder au recouvrement de tout montant indûment versé.
- 2.11 Outre les rapports susmentionnés, l'Organisme délégataire veillera à ce que les rapports d'exécution, rapports de situation, publications, communiqués de presse et mises au point relatifs à la présente Convention soient communiqués à la Commission aussitôt qu'ils sont publiés. L'Organisme délégataire et la Commission s'efforcent en outre de promouvoir une étroite collaboration et un échange d'informations relatives à l'Action.
- 2.12 Dans tous les cas, l'Organisme délégataire informe immédiatement la Commission de toute situation qui pourrait entraver ou retarder la mise en œuvre de l'Action.

ARTICLE 3: RESPONSABILITE

- 3.1 L'Organisme délégataire assume seule la responsabilité de toute obligation légale qui lui incombe au titre de la présente Convention.
- 3.2 La Commission ne peut en aucun cas, ni à quelque titre que ce soit, être tenue pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens de l'Organisme délégataire lors de la mise en œuvre de l'Action ou en conséquence de l'Action. En conséquence, aucune demande d'indemnité ou d'augmentation des paiements pour ces motifs par la Commission.
- 3.3 L'Organisme délégataire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages ou le préjudice de toute nature subis par ces derniers qui seraient causés à ceux-ci, en rapport avec ou en conséquence de l'Action. L'Organisme délégataire dégage la Commission de toute responsabilité liée à toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction à des lois ou règlements commise par lui-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge, ou d'une violation des droits des tiers.

ARTICLE 4: CONFLIT D'INTERET

- 4.1 L'Organisme délégataire s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts et fait connaître à la Commission, sans délai, toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts.
- 4.2 Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions de toute personne

au titre de la présente Convention est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec une autre personne.

ARTICLE 5: CONFIDENTIALITE

- 5.1 Sous réserve de l'article Article 16, la Commission et l'Organisme délégataire s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en rapport direct avec la Convention et dûment classé comme confidentiel. Sur demande, la Commission a accès à l'ensemble de ces documents et informations et d'autres matériels.
- 5.2 Les Parties restent liées par cette obligation pendant au moins sept (7) ans au moins après la période de mise en œuvre, telle que visée à l'article 2 des Conditions Particulières.

ARTICLE 6: VISIBILITE ET PUBLICATION EX POST

- 6.1 Sauf demande ou accord contraire de la Commission, l'Organisme délégataire prend toutes les mesures appropriées pour assurer la visibilité du financement de l'Action par l'Union européenne. Les informations diffusées à la presse et aux bénéficiaires d'une Action, de même que l'ensemble des supports publicitaires, avis officiels, rapports et publications mentionnent le fait que l'Action a été réalisée *«avec la participation financière de l'Union européenne»* et font apparaître de manière appropriée l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu). Ces mesures doivent respecter les règles contenues dans le Manuel de communication et de visibilité de l'UE pour les actions extérieures fixé et publié par la Commission.
- 6.2 Lorsque, dans le cadre de l'Action, des équipements, des véhicules ou du matériel important ont été acquis grâce aux fonds transférés par la Commission, il y a lieu de, l'indiquer clairement sur ces véhicules, ces équipements et ce matériel, notamment en y faisant figurer l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu).
- 6.3 La taille et la disposition de la mention de la source du financement et de l'emblème de l'Union européenne sont choisies de façon à en assurer dûment la visibilité, tout en veillant à ne pas créer de confusion quant au fait que l'Action relève des activités de l'Organisme délégataire.
- 6.4 Toutes les publications de l'Organisme délégataire relatives à l'Action, quels que soient la forme et le support utilisés, y compris l'internet, contiennent la clause de non-responsabilité suivante ou une mention analogue: *«Le présent document a été réalisé avec la participation financière de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.»*
- 6.5 Les mentions relatives aux contributions de l'Union européenne indiquent les montants de ces contributions en euros (€ ou EUR), entre parenthèses si nécessaire.
- 6.6 L'Organisme délégataire accepte que la Commission publie, sous la forme et sur le support qu'elle choisit, y compris sur ses sites web, son nom et son adresse, l'objet et le montant de la contribution, ainsi que le pourcentage du cofinancement accordé. À la demande dûment motivée de l'Organisme délégataire, la Commission peut accepter de renoncer à cette publicité si la communication des informations susmentionnées risque de porter atteinte à la sécurité de l'Organisme délégataire ou de porter préjudice à ses intérêts.
- 6.7 L'Organisme délégataire procède à des vérifications régulières, au moins une fois l'an, afin de s'assurer que les prescriptions relatives à la visibilité de l'Action sont dûment respectées.
- 6.8 Dans le respect des règles applicables concernant la confidentialité, la sécurité et la protection des données personnelles, l'Organisme délégataire devra publier annuellement, y compris par voie électronique, tel qu'internet, les informations suivantes sur les conventions de subvention et les contrats de marché financés par l'Union européenne: titre du contrat/projet, nom et nationalité du contractant/bénéficiaire de la subvention et montant du marché ou subvention.
- 6.9 L'Organisme délégataire s'assure que l'obligation de publier cette information est également appliquée par ses Partenaires en conformité avec l'article 1.5, en ce qui concerne leurs propres

contrats de marchés publics et de subventions financés par l'Union européenne. L'Organisme délégataire devra communiquer à la Commission l'adresse du site web où figurent ces informations et devra l'autoriser à publier cette adresse sur son site Internet.

- 6.10 L'Organisme délégataire accepte que la Commission transmette à l'autorité budgétaire de l'Union européenne les informations relatives à la (aux) subvention(s) accordée(s) et aux marchés attribués au titre de la présente Convention, ainsi que les informations relatives à l'organisme délégataire lui-même.

ARTICLE 7: PROPRIETE DES RESULTATS

- 7.1 La propriété, les titres et les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'Action et des rapports et autres documents concernant celle-ci sont dévolus à l'Organisme délégataire, éventuellement en association avec des tiers à moins que l'Organisme délégataire en décide autrement.
- 7.2 Par dérogation aux stipulations du premier paragraphe et sous réserve de l'article 5, l'Organisme délégataire octroie et veille à ce que le tiers concerné (Partenaire, bénéficiaire de subvention ou contractant) octroie à la Commission le droit d'utiliser, librement, gratuitement et comme elle le juge opportun, tous les résultats de l'Action, sous quelque forme que ce soit, dans le plein respect des droits de propriété industrielle et intellectuelle préexistants.
- 7.3 Sauf mention contraire dans les Conditions Particulières, les équipements, les véhicules et le matériel mis à disposition dans le cadre de l'Action réalisée au titre de la Convention sont transférés aux autorités locales ou aux Partenaires (à l'exclusion des contractants commerciaux), ou encore aux bénéficiaires finals de l'Action au plus tard lors de la présentation de Rapport final. Les pièces documentaires de ces transferts de propriété sont présentées avec le rapport final, conformément à l'article 2.

ARTICLE 8: ÉVALUATION

- 8.1 Des représentants de la Commission sont invités à participer aux principales missions de suivi et aux missions d'évaluation de la mise en œuvre de l'Action. Les conclusions de ces missions sont communiquées à la Commission par l'Organisme délégataire.
- 8.2 L'article 8.1 s'applique sans préjudice de toute mission d'évaluation que la Commission souhaiterait effectuer en tant que donateur. Les missions d'évaluation des représentants de la Commission doivent être planifiées et réalisées dans un esprit de collaboration entre le personnel de l'Organisme délégataire et les représentants de la Commission, en gardant à l'esprit l'engagement pris par les Parties d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente de la présente Convention. Ces missions doivent être planifiées à l'avance et les questions de procédure doivent être réglées conjointement par la Commission et l'Organisme délégataire avant leur réalisation. À l'issue d'une mission, un projet de rapport sera soumis pour observations à l'Organisme délégataire avant publication du rapport final.

ARTICLE 9: MODIFICATION DE LA CONVENTION

- 9.1 Toute modification de la Convention, y compris de ses annexes, doit être établie par écrit et faire l'objet d'un avenant.
- 9.2 Toute demande de modification de la Convention, y compris de ses annexes, ou d'une modification ayant une incidence sur la mise en œuvre de la Convention, telle que la prorogation de la période de mise en œuvre de la Convention ou la suspension totale ou partielle de la mise en œuvre de l'Action, telle que visée à l'article 11 ci-dessus, est adressée par une Partie à l'autre partie sous forme écrite.
- 9.3 Sauf indication contraire dans la Convention, lorsque la demande de modification émane de l'Organisme délégataire, celui-ci l'adresse à la Commission un mois avant la date à laquelle la modification doit prendre effet, à moins que des circonstances particulières, dûment motivées par l'Organisme délégataire et acceptées par la Commission, permettent de déroger à cette disposition.

- 9.4 Lorsqu'une modification apportée à la Description de l'Action et/ou du Budget n'affecte pas le but essentiel de l'Action et que son incidence financière se limite à un transfert entre postes à l'intérieur d'une même rubrique du Budget, y compris la suppression ou l'introduction d'une rubrique, ou à un transfert entre rubriques du Budget impliquant une variation inférieure ou égale à 15% (le cas échéant en termes cumulatifs) du montant initial (le cas échéant modifié par avenant) par rapport à chaque rubrique concernée de coûts éligibles, l'Organisme délégataire peut modifier le budget et doit en informer la Commission par écrit. La rubrique "frais administratifs" ne peut être modifiée de la sorte.
- 9.5 Les changements d'adresses et changements de compte bancaire font également l'objet d'une simple notification par écrit à la Commission. Le cas échéant, les changements de compte bancaire devront être spécifiés dans la demande de paiement dont le modèle est joint à l'Annexe VII au moyen de la fiche signalétique financier jointe comme annexe VI.

ARTICLE 10: PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES, PROCEDURE D'OCTROI DE SUBVENTIONS ET BASE DE DONNEES CENTRALE SUR LES EXCLUSIONS

- 10.1 Sont exclus de la participation à un marché ou à une procédure d'octroi d'une subvention, les candidats, les soumissionnaires ou les demandeurs qui:
- a. sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
 - b. ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
 - c. ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, au sens de l'article 1 de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes; de corruption telle que définie à l'article 3 de l'acte du Conseil du 26 mai 1997; participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 2 de l'action commune 98/733/JAI; ou toute autre activité illégale qui porterait atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne;
 - d. se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour leur participation à la procédure ou n'ont pas fourni ces renseignements;
 - e. sont en situation de conflit d'intérêt

L'organisme délégataire doit informer la Commission européenne lorsqu'un candidat, soumissionnaire ou demandeur se trouve dans l'une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, ou lorsqu'un contractant s'est rendu coupable d'une fausse déclaration ou a commis des irrégularités ou des fraudes, ou a gravement violé ses obligations contractuelles.

Sans préjudice du pouvoir de la Commission européenne d'exclure un organisme de futurs contrats de marchés publics ou de subventions financés par l'UE conformément au Règlement financier applicable au budget de l'UE et au Règlement financier applicable au Fonds européen de développement (FED), les sanctions financières mentionnées à l'article 103 du Règlement financier applicable au budget de l'UE et à l'article 99 du Règlement financier applicable au 10^e FED, peuvent être imposées aux contractants par l'organisme délégataire conformément à sa législation nationale, après une procédure contradictoire et en assurant les droits de la défense du contractant.

- 10.2 Au plus tard avant l'adoption de la décision d'attribution du marché ou de la subvention, l'Organisme délégataire doit vérifier, conformément aux modalités reprises à l'Annexe IV, qu'un tiers concerné (demandeurs d'une subvention, candidats ou soumissionnaires, y compris les partenaires) ne se trouve pas identifié pour l'un des motifs énoncés ci-dessus dans la base de données sur les exclusions établies par Règlement (CE, Euratom) n^o 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale des exclusions (JO L 344 du 20.12.2008) ("Base de Données Centrale d'Exclusions"). Si l'Organisme délégataire ne prend pas en compte ces informations au moment de passer le contrat avec l'entité en cause,

les frais y attendant ne seront pas considérés comme éligibles au sens de l'article 14. Au cas où l'Action est cofinancée, l'obligation énoncée à ce paragraphe sera présumée respectée si le montant de la contribution à l'Action des autres donateurs est suffisant à couvrir les montants inéligibles en vertu des règles de l'Union européenne.

- 10.3 Si cela est prévu à l'article 4bis des Conditions particulières, l'Organisme délégataire a un accès direct à la Base de Données Centrale d'Exclusions. Les dispositions précises relatives à la Base de Données Centrale d'Exclusions sont contenues dans l'annexe IV.
- 10.4 L'Organisme délégataire doit informer son point de liaison (le "Point de liaison") conformément aux dispositions reprises en annexe IV et V à propos de tout jugement qui viendrait à sa connaissance rendu après le 1er janvier 2009 ayant autorité de chose jugée - à n'importe quel stade de la procédure de passation de marché ou d'octroi d'une subvention ou de mise en œuvre - pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou pour toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, pris à l'encontre d'une des entités suivantes: les candidats, soumissionnaires, demandeurs de subvention(s) et leurs sous-traitants; contractants, fournisseurs, prestataires de services et leurs sous-traitants respectifs; ainsi que les bénéficiaires de subventions, leurs contractants de même que les entités recevant un soutien financier.
- 10.5 Lorsque l'Action est cofinancée par l'Organisme délégataire et/ou d'autres donateurs, l'origine des fournitures et la nationalité des organisations, sociétés et experts sélectionnés pour réaliser des activités de l'Action sont déterminées conformément aux règles applicables de l'Organisme délégataire. Dans tous les cas, les fournitures, organisations, sociétés et experts éligibles au titre des dispositions réglementaires applicables de l'Union européenne sont éligibles. Lorsque l'Action est, à titre exceptionnel, financée exclusivement par l'Union européenne, les partenaires, les contractants, les experts et les fournitures, doivent être originaires de l'Union européenne ou du/des pays éligible(s) au programme au titre duquel l'Action est financée. Toute dérogation aux règles d'origine et de nationalité définies ci-dessus est subordonnée aux dispositions relatives aux exceptions du cadre réglementaire de l'Union européenne.

ARTICLE 11: PERIODE DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION, SUSPENSION ET FORCE MAJEURE

- 11.1 La période de mise en œuvre de la Convention est fixée à l'article 2 des Conditions Particulières.
- 11.2 Les contrats individuels de marchés publics et de subventions destinés à mettre en œuvre l'Action en vertu de la présente Convention, doivent être conclus dans les délais précisés à l'article 2.5 des Conditions Particulières. Cette date limite contractuelle s'applique également à tous les contrats individuels de marchés publics et de subventions signés par le(s) Partenaire(s). Après cette date limite contractuelle et jusqu'à la fourniture du rapport final, seuls les contrats relatifs aux audits finaux, à l'évaluation, aux activités de clôture et les contrats individuels faisant suite à la résiliation anticipée d'un contrat existant, peuvent être conclus.
- 11.3 Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, une prorogation de la période de mise œuvre peut être demandées conformément à l'article 9.
- 11.4 Les délais fixés par l'article 2.5 des Conditions Particulières pour la conclusion des contrats individuels de marchés publics et de subventions destinés à mettre en œuvre l'Action en vertu de la présente Convention, ne peuvent être prorogés.
- 11.5 L'Organisme délégataire peut, sans tarder, suspendre totalement ou partiellement la mise en œuvre de l'Action si les circonstances l'exigent, particulièrement en cas de force majeure, pour autant qu'il en informe immédiatement la Commission et lui communique toutes les précisions nécessaires, ainsi que la date prévisible de reprise. La Convention peut être résiliée conformément au prescrit de l'article 12.1 Si la Convention n'est pas résiliée, l'Organisme délégataire s'efforce de réduire au minimum la période de suspension, reprend la mise en œuvre de l'Action dès que les circonstances le permettent et en informe la Commission.

- 11.6 La Commission peut demander à l'Organisme délégataire de suspendre totalement ou partiellement la mise en œuvre de l'Action si les circonstances l'exigent, particulièrement en cas de force majeure. La Convention peut être résiliée conformément au prescrit de l'article 12.1. Si la Convention n'est pas résiliée, l'Organisme délégataire s'efforce de réduire au minimum la période de suspension et reprend la mise en œuvre de l'Action dès que les circonstances le permettent, moyennant l'approbation écrite préalable de la Commission.
- 11.7 La période de mise en œuvre de la Convention est automatiquement prorogée d'une durée égale à celle de la suspension et ce, sans préjudice de toute modification de la Convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'Action aux nouvelles conditions de mise en œuvre, ou de l'article 12.1.
- 11.8 On entend par force majeure toute situation et tout événement imprévisibles et exceptionnels, indépendants de la volonté des Parties et non imputables à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou d'un de leurs Partenaire(s), contractants ou salariés), qui empêchent l'une des Parties d'exécuter l'une quelconque de ses obligations découlant de la Convention et qui n'ont pu être évités en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou retards de mise à disposition d'équipements ou de matériel, ni les conflits de travail, grèves et difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure. Une Partie n'est pas considérée comme ayant manqué à ses obligations découlant de la Convention si elle en est empêchée par un cas de force majeure. Sans préjudice des paragraphes 5 et 6 ci-dessus, la partie invoquant un cas de force majeure en avertit immédiatement l'autre Partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles, et prend les mesures nécessaires pour en réduire les conséquences au minimum.

ARTICLE 12: RESILIATION DE LA CONVENTION

- 12.1 Si, à un moment quelconque, l'une des Parties estime que les objectifs de la Convention ne peuvent plus être réalisés de façon effective ou appropriée, elle consulte l'autre Partie. À défaut d'accord sur une solution, chaque Partie peut résilier la Convention moyennant un préavis écrit de deux mois. Dans ce cas, l'Organisme délégataire n'a droit qu'à la partie de la contribution correspondant à l'exécution partielle de l'Action, ainsi qu'au remboursement des engagements contractés par l'Organisme délégataire avant la présentation de l'avis écrit de résiliation à l'autre Partie et auxquels, pour des motifs juridiques, l'Organisme délégataire ne peut raisonnablement pas mettre fin. La partie de la contribution correspondante à des activités non encore exécutées ou à la partie non exécutée de certaines activités est recouvré par la Commission, conformément aux articles 17 et 18.
- 12.2 La Commission peut également décider de mettre un terme à la Convention dans les circonstances suivantes:
- a. lorsqu'un changement de nature juridique, technique ou organisationnelle affecte substantiellement les conditions et obligations visées à l'article 1;
 - b. lorsque l'Organisme délégataire n'exécute pas une obligation importante qui lui incombait conformément aux dispositions de la Convention, y compris les annexes et qu'après avoir été mise en demeure par écrit de respecter ses obligations, ne s'est toujours pas acquittée de celles-ci ou n'a pas fourni d'explication valable à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'envoi de cette lettre;
 - c. lorsque l'Organisme délégataire ne respecte pas les dispositions des articles 1.4, 1.6 ou 4;
 - d. lorsque l'Organisme délégataire est déclaré en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure de mise en liquidation ou de toute autre procédure analogue;
 - e. lorsque l'Organisme délégataire a commis une faute professionnelle grave, constatée par tout moyen justifié;
 - f. lorsque l'Organisme délégataire fait des déclarations inexactes ou présente des rapports non conformes à la réalité pour obtenir un financement ou conserver indûment des fonds mis à sa disposition;
 - g. lorsque l'Organisme délégataire a, intentionnellement ou par négligence, commis une

irrégularité grave dans l'exécution de la Convention, ou en cas de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale de l'Organisme délégataire, portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne. Est constitutive d'une irrégularité grave, toute violation d'une disposition conventionnelle ou réglementaire résultant d'un acte ou d'une omission de l'Organisme délégataire, qui a ou pourrait avoir pour effet la perte des fonds transférés au titre de la Convention.

La Commission engage des négociations avec l'Organisme délégataire et, à défaut de solution appropriée trouvée dans un délai d'un mois, peut résilier la Convention moyennant un préavis de sept jours, sans indemnités quelconques de sa part. Dans ce cas, la Commission peut exiger le remboursement total ou partiel de tout montant indûment versé, après avoir mis l'Organisme délégataire en mesure de présenter ses observations.

- 12.3 Préalablement ou alternativement à la résiliation de la Convention prévue au paragraphe 2, la Commission peut suspendre les paiements ou contester l'éligibilité des dépenses, à titre conservatoire et en informant immédiatement l'Organisme délégataire.
- 12.4 Un contrat de marché public ou de subvention qui n'a donné lieu à aucun paiement dans les trois années suivant sa signature est résilié d'office par l'Organisme délégataire et son financement est recouvré immédiatement par la Commission, conformément aux dispositions de l'article 18.
- 12.5 Les obligations de paiement de l'Union européenne au titre de la présente Convention cessent à la "date d'achèvement", qui intervient 18 mois après la fin de la période de mise en œuvre définie à l'article 2 des Conditions Particulières sauf en cas de résiliation antérieure conformément au présent article 12.

La Commission notifie à l'Organisme délégataire tout report de la date d'achèvement. La Commission reporte la date d'achèvement, afin d'être capable de remplir ses obligations de paiement, dans tous les cas où l'Organisme délégataire a soumis la demande de paiement conformément aux dispositions contractuelles ou, en cas de litige, jusqu'à l'achèvement de la procédure de règlement des différends prévue à l'article 13.

ARTICLE 13: DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

- 13.1 La présente Convention est régie par le droit de l'Union européenne, complété, le cas échéant, par les dispositions pertinentes du droit belge.
- 13.2 Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige et toute plainte relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la Convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci. À défaut de règlement amiable, toute chacune des Parties peut saisir le Tribunal de l'Union européenne et, en cas d'appel, la Cour de justice de l'Union européenne.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 14: COUTS ELIGIBLES

- 14.1 Sont considérés comme coûts directs éligibles au titre de la présente Convention, les coûts répondant aux critères suivants :
 - a. être nécessaires pour la mise en œuvre de l'Action, être spécifiquement prévus dans la présente Convention et répondre aux principes de bonne gestion financière et notamment d'économie et de rapport coût/efficacité ;
 - b. avoir été effectivement encourus au cours de la période de mise en œuvre de l'Action telle que définie à l'article 2 des Conditions Particulières, concernant les activités principales quel que soit le moment auquel les fonds correspondants ont été effectivement déboursés par l'Organisme délégataire, en particulier:
 - i. Les coûts des services et aux travaux correctement fournis, doivent être liés à des activités réalisées pendant la période de mise en œuvre. Les coûts des fournitures

doivent correspondre à des livraisons et installations de biens au cours de la période de mise en œuvre. Par conséquent, les transferts d'argent entre l'Organisme délégataire et son/ses Partenaire(s), la signature d'un contrat, la passation d'une commande, la conclusion de tout engagement pour prester des services, réaliser des travaux ou livrer des fournitures avant le début de la période de mise en œuvre ou après son expiration, ne respectent pas cette condition.

- ii. A l'exception des actions multi donateurs, les coûts exposés doivent être payés avant la soumission du rapport final. Ils peuvent être payés après à la condition de figurer dans le rapport final avec une date prévisionnelle de paiement.
- iii. Par exception au point i, les coûts relatifs au rapport final, notamment à la vérification des dépenses, à l'audit de l'Action ou à son évaluation finale, peuvent être exposés après la période de mise en œuvre de l'Action.
- iv. Les procédures d'attribution de contrats, mentionnées à l'article 10, peuvent avoir été initiées et les contrats peuvent avoir été conclus par l'Organisme délégataire et son/ses Partenaire(s) avant le début de la période de mise en œuvre de l'Action.
- c. être enregistrés dans la comptabilité de l'Organisme délégataire ou de ses Partenaires, être identifiables, être attestés par des pièces justificatives probantes (originaux, ou forme électronique) et être contrôlables en vertu des dispositions de l'article 16.3.

14.2 Sous réserve du paragraphe précédent et sans préjudice de l'article 10, peuvent être éligibles notamment les coûts directs suivants :

- a. dans le cas des subventions: le fonds apportés aux bénéficiaires de subventions attestés par des pièces justificatives;
- b. dans les cas des marchés: les coûts encourus avec les contractants attestés par des pièces justificatives;
- c. dans l'hypothèse où l'Organisme délégataire procure, lui-même, par ces propres moyens, une assistance technique accessoire à des parties tierces, comme prévu à l'article 1.2 dernière ligne: les coûts du personnel affecté à l'Action, correspondants aux salaires réels augmentés des charges sociales et des autres coûts entrant dans la rémunération, les frais de voyage et de séjour du personnel participant à l'Action, le tout attesté par des pièces justificatives;
- d. les coûts découlant directement d'exigences posées par la présente Convention (diffusion d'informations, évaluation spécifique à l'Action, établissement de rapports spécifiques aux besoins de la Commission, traduction, etc.) y compris les coûts liés aux services financiers (notamment les frais de virements bancaires);
- e. les taxes, droits et charges de douane, notamment la TVA payée et dont l'organisme délégataire ne peut obtenir remboursement (lui ou, le cas échéant, ses Partenaires), sauf si les conditions particulières en disposent autrement.

14.3 Sont considérés comme non éligibles les coûts suivants qu'ils soient ou non présentés comme liés à l'Action :

- f. les dettes et les charges des dettes ;
- g. les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles;
- h. les intérêts débiteurs ;
- i. les coûts déjà financés sur d'autres sources ;
- j. les achats de terrains ou d'immeubles ;
- k. les pertes de change ; et

14.4 Un pourcentage forfaitaire de coûts directs éligibles, plafonné à 7 %, peut être réclamé au titre des coûts indirects pour couvrir les coûts administratifs généraux de l'Organisme délégataire affectés à l'Action. Ce pourcentage est fixé à l'article 3.3 des Conditions Particulières.

Sous réserve du paragraphe précédent, pour des Actions comparables et des Actions pour lesquelles il existe plus d'un donateur, le montant récupéré ne peut être supérieur ou inférieur, en pourcentage, à celui récupéré pour d'autres contributions comparables.

Les coûts indirects sont éligibles pour autant qu'ils n'incluent pas des coûts portés en compte

sur une autre rubrique du budget de la présente Convention. Mise-à-part l'assistance technique auxiliaire fournie par l'Organisme délégataire, les charges administratives de l'Organisme délégataire et le(s) Partenaire(s) sont couvertes exclusivement par le pourcentage prévu pour les coûts indirects.

Les coûts indirects ne sont pas éligibles lorsque la Convention porte sur le financement d'une Action lorsque l'Organisme délégataire bénéficie déjà d'une subvention de fonctionnement de la part de l'Union européenne au cours de la période concernée.

ARTICLE 15: PAIEMENTS

- 15.1 Les procédures de paiement établies à l'article 4 des Conditions Particulières déroulent selon l'une des options suivantes:

Option 1: période de mise en œuvre de la Convention ne dépassant pas 12 mois

La Commission verse un préfinancement d'un montant représentant 100% du montant mentionné à l'article 3.2 des Conditions Particulières dans les 30 jours suivant la réception de la Convention signée par les deux Parties.

Option 2: période de mise en œuvre de la Convention dépassant 12 mois

La Commission verse un préfinancement d'un montant représentant 100% de la part du budget prévisionnel des 12 premiers mois de l'Action que la Commission finance dans les 30 jours suivant la réception de la Convention signée par les deux Parties.

Chaque nouveau versement constitue un préfinancement de 100% de la part du budget prévisionnel des 12 mois suivants (ou de la période restante si celle-ci est plus courte) de l'Action que la Commission finance, et est effectué par la Commission dans les 45 jours suivant l'approbation d'un Rapport d'exécution, accompagné d'une demande de paiement de l'Organisme délégataire présentée conformément au modèle figurant à l'annexe VII, à condition que les dépenses réellement encourues représentent au moins 70 % du paiement précédent (et 100 % de tous les paiements antérieurs éventuels), ces dépenses devant être soumises à un engagement formel légal entre l'Organisme délégataire ou son/ses Partenaires et un tiers, telles qu' attestées par le rapport correspondant. Le paiement final couvre exclusivement les coûts des audits finaux, de l'évaluation et de la clôture des activités supportés entre la fin de la période de mise en œuvre et la soumission du Rapport final. La Commission versera le solde dans les 45 jours suivant l'approbation du Rapport final,

- 15.2 Tout rapport est réputé approuvé en l'absence de réaction de la Commission dans les 45 jours suivant sa réception, accompagné d'une demande de paiement conforme au modèle figurant à l'annexe VII.

Si la Commission n'a pas l'intention d'approuver un rapport qui lui est soumis, elle adresse à l'Organisme délégataire une demande dans laquelle elle donne les raisons de la non - approbation et précise les informations supplémentaires qu'il y a lieu de lui transmettre dans les 45 jours suivant la réception d'un rapport complet et de ses annexes. Le délai d'approbation du rapport précité est suspendu jusqu'à la réception des informations demandées.

Si la Commission estime qu'une demande de paiement ne peut être honorée, elle adresse à l'Organisme délégataire une demande dans laquelle elle donne les raisons du non-paiement et précise les informations supplémentaires qu'il y a lieu de lui transmettre dans les 45 jours suivant la date d'approbation du rapport. Le délai de paiement est suspendu jusqu'à l'enregistrement d'une demande de paiement présentée dans les formes requises. Toute demande de paiement faite conformément au modèle figurant à l'annexe VII est réputée approuvée en l'absence de réaction de la Commission dans les 45 jours suivant l'approbation du rapport par la Commission, conformément au paragraphe 1.

Les rapports doivent être présentés conformément au prescrit de l'article 2.

L'approbation du rapport et/ou de ses annexes n'emporte reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet et correct des déclarations et des informations qui y sont contenues.

- 15.3 Les versements de la Commission sont réputés avoir été effectués à la date de débit de ses comptes. Si l'Organisme dé légataire est établi dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne, à l'expiration du délai de paiement prévu à l'article 15.1, l'Organisme délégataire peut, au plus tard deux mois après la réception du paiement tardif, demander à bénéficier d'un intérêt au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, tel que publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C, le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi.

L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre le jour suivant la date d'expiration du délai de paiement et le jour du paiement. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.

L'intérêt n'est pas considéré comme une recette pour la détermination du montant final du financement de l'Union européenne au sens de l'article 17. La suspension de paiement par la Commission ne peut être considérée comme un retard de paiement.

- 15.4 Les paiements sont effectués par la Commission en Euros sur le compte bancaire mentionné dans la fiche signalétique financier jointe en annexe IV. Lorsque le paiement doit être fait sur un compte déjà connu par la Commission, l'Organisme délégataire peut remettre une copie de la fiche signalétique financier applicable.
- 15.5 Si possible, les fonds versés par la Commission sont conservés sur des comptes bancaires libellés en euros. Ils peuvent être mis en commun avec des contributions provenant d'autres donateurs. Ils peuvent être convertis dans d'autres monnaies en vue d'un remboursement plus aisé.
- 15.6 Si possible, le compte bancaire sur lequel les paiements sont versés porte intérêt ou offre des avantages équivalents. Si l'Organisme délégataire est établi dans un à un État membre de l'Union européenne, les règles et procédures de l'Organisme délégataire relatives aux intérêts bancaires ou avantages équivalents sont applicables, et l'égalité de traitement entre donateurs doit être assurée.

Dans tous les autres cas, tous les intérêts éventuels ou avantages équivalents générés par les fonds transférés par la Commission à l'Organisme délégataire sont mentionnés dans les rapports d'exécution et le rapport final visés à l'article 2. Dans de tels cas:

- a. les intérêts ou tout autre avantage équivalent générés par les préfinancements, équivalents ou inférieurs à 250 000 euros (ou pour les aides visant des situations de crise à 750 000 euros par Convention à la fin de chaque exercice et s'il concerne des projets d'une durée supérieure à douze mois) ne sont pas dus à la Commission;
- b. les intérêts ou tout autre avantage équivalent générés par les préfinancements supérieurs aux montants ci-dessus et inférieurs à 750 000 euros sont à affecter à l'action et sont à déduire du paiement final des montants dus à l'Organisme délégataire, à moins que la Commission demande à l'Organisme de rembourser le montant des intérêts générés par les préfinancements avant le paiement du solde.
- c. les intérêts, ou tout autre avantage équivalent générés par les préfinancements supérieurs à 750 000 euros par Convention, sont recouvrés par la Commission à la fin de chaque exercice, pour chaque période de référence suivant l'exécution de la Convention.

ARTICLE 16: COMPTABILITE ET CONTROLE TECHNIQUE ET FINANCIER

- 16.1 L'Organisme délégataire tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'Action. Une comptabilité séparée est tenue pour chaque Action, faisant ressortir:

- (a) l'identification des fonds versés par la Commission et, le cas échéant, des intérêts ou autres bénéfices y afférant,
- (b) les détails de l'ensemble des dépenses et des recettes,
- (c) l'identification et le suivi des opérations effectuées avec des tiers.

La Commission reconnaît l'application des règles comptables de l'Organisme délégataire.

- 16.2 La Commission accepte que les transactions financières et les états financiers soient soumis aux procédures d'audit contrôle interne et externe définies par les règlements financiers, les règles et les directives de l'Organisme délégataire. Celui-ci transmet une copie des états financiers contrôlés à la Commission européenne.
- 16.3 L'Organisme délégataire pendant une période minimum de sept ans à compter de la date d'approbation du Rapport final et jusqu'à la date d'extinction de toute action en règlement d'un litige engagée conformément à la législation applicable qui régit la Convention et tout contrat de marchés publics ou de subventions conclu en application de cette Convention, doit:
- (a) permettre à la Commission, à l'OLAF et à la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi qu'à tout autre représentant autorisé par la Commission, de procéder à des contrôles sur pièces et à des contrôles sur place concernant l'utilisation qui a été faite des fonds de l'Union européenne octroyés au titre de la présente Convention (y compris les procédures d'attribution des marchés et des subventions) et d'effectuer, le cas échéant, une audite complète sur la base de documents comptables justificatifs et de tout autre document relatif au financement de l'Action;
 - (b) tenir à la disposition de la Commission, de l'OLAF, de la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi que de tout autre organisme externe qualifié, autorisé par la Commission pour effectuer ces contrôles de tous les documents originaux ou, dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, des copies conformes des documents originaux relatifs à la Convention et aux marchés publics ou conventions de subvention éventuellement conclus au titre de la présente Convention.
- 16.4 En outre, l'Organisme délégataire accepte que l'OLAF puisse procéder à des contrôles sur place et à des vérifications selon les procédures prévues par la législation de l'Union européenne pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne contre la fraude et autres irrégularités.
- 16.5 À cet effet, l'Organisme délégataire s'engage à donner aux agents de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes de l'Union européenne, ainsi qu'aux personnes mandatées par ces derniers, un droit d'accès aux sites et aux locaux où les opérations financées au titre de la Convention sont exécutées, y compris les systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et à toutes les données informatisées concernant la gestion technique et financière de ces opérations, et à prendre toute mesure propre à faciliter leur travail. L'accès des personnes mandatées par la Commission européenne, l'OLAF et la Cour des comptes de l'Union européenne a lieu dans des conditions de stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles elles sont soumises. Les documents doivent être accessibles et classés de façon à permettre un contrôle aisé, l'Organisme délégataire étant tenu d'informer la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes de l'Union européenne de l'endroit précis où ils sont conservés.
- 16.6 L'Organisme délégataire est notifié à propos des contrôles sur place par les agents désignés par la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes.

ARTICLE 17 - MONTANT FINAL

- 17.1 Le montant définitif des fonds dus à l'Organisme délégataire est arrêté par l'approbation par la Commission du Rapport final de l'Organisme délégataire. Quand la Commission approuve le rapport final, elle clôture les comptes et arrête le montant définitif des fonds dus à l'Organisme délégataire, ainsi que le solde éventuel à recouvrer sans préjudice à l'article 16.
- 17.2 Le montant définitif représente l'écart entre le montant total des fonds transférés par la Commission à l'Organisme délégataire et le montant total des coûts éligibles exposés par l'Organisme délégataire conformément à l'article 14.
- 17.3 Le montant total à verser par la Commission à l'Organisme délégataire ne peut excéder le montant maximal de la contribution fixé à l'article 3.2 des Conditions Particulières, même si la totalité des coûts éligibles exposés excède le budget total estimé défini à l'annexe III.
- 17.4 Si la totalité des coûts éligibles à la fin de l'Action est inférieure au coût total estimé

mentionné à l'article 3.1 des Conditions Particulières, la contribution de l'Union européenne peut être limitée au montant résultant de la multiplication du montant de la totalité des coûts éligibles par le pourcentage fixé à l'article 3.2 des Conditions Particulières.

Lorsque le pourcentage prévu par l'article 3.2 des Conditions Particulières est susceptible de varier lors de la mise en œuvre, l'Organisme délégataire consulte sans délai la Commission afin de s'entendre sur les mesures adéquates, conformément à l'article 9.

- 17.5 L'Organisme délégataire accepte que la contribution de l'Union européenne soit limitée au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses de l'Action et qu'elle ne puisse en aucun cas lui procurer un excédent.

En cas de reliquat, et lorsque les états financiers de l'Organisme délégataire ne sont pas exprimés en euros, l'Organisme délégataire précise dans son Rapport final le montant du surplus dans sa monnaie ainsi que le montant correspondant estimé en euros et où le taux de change appliqué par l'Organisme délégataire peut être consulté. Ce montant doit être converti en euros en utilisant le taux de change de l'Organisme délégataire en vigueur le jour de l'émission de l'ordre de recouvrement par la Commission. Ce montant est ensuite reproduit dans la note de débit envoyée à l'Organisme délégataire. Le montant équivalent en euros doit ensuite être restitué à la Commission. Cette disposition ne s'applique pas aux taux de change utilisés pour les rapports.

- 17.6 La Commission informe l'Organisme délégataire de l'approbation du Rapport final en indiquant, le cas échéant, le montant qu'elle entend recouvrer. Elle fixe à l'Organisme délégataire un délai de 45 jours pour présenter ses observations éventuelles. Si, au terme de cette période, l'Organisme délégataire n'a communiqué aucune observation relative au calcul ci-dessus et/ou à la base de calcul du montant à recouvrer, repris ultérieurement dans la note de débit envoyée à l'Organisme délégataire, la Commission émet un ordre de recouvrement que l'Organisme délégataire s'engage à exécuter selon les conditions et dans les délais énoncés à l'article 18.
- 17.7 Tout montant payé en trop par la Commission à l'Organisme délégataire est recouvré conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après.
- 17.8 Dans les cas où l'Action est suspendue ou n'est pas achevée au cours de la période de mise en œuvre de la présente Convention, les reliquats constatés une fois honorées l'ensemble des dettes contractées au cours de cette période, y compris les intérêts perçus s'il y en a, seront remboursés à la Commission.
- 17.9 En cas de non-exécution, de mauvaise exécution ou d'exécution partielle ou tardive de l'Action et sans préjudice de son droit de résilier la présente Convention en vertu de l'article 12.2, la Commission peut, après avoir mis l'Organisme délégataire en mesure de présenter ses observations et sans préjudice de l'article 13, réduire la contribution à due concurrence de la réalisation effective de l'Action dans les conditions prévues par la présente Convention.

ARTICLE 18: RECOUVREMENT

- 18.1 Lorsqu'un recouvrement est justifié, l'Organisme délégataire rembourse à la Commission, en euro dans les 45 jours suivant la date d'émission d'une lettre (la note de débit) par laquelle, la Commission réclame à l'Organisme bénéficiaire, tout montant qui lui aurait été versé en surplus par rapport au montant définitif dû.
- 18.2 Les versements de l'Organisme délégataire sont réputés avoir été effectués à la date de débit de son compte. En cas de non remboursement par l'Organisme délégataire dans les délais fixés, la somme due par cette dernière portera intérêt au taux indiqué à l'article 15.3. Les intérêts sont dus pour la période comprise entre le jour suivant la date d'expiration du délai de paiement et la date de paiement. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.
- 18.3 La Commission peut procéder au remboursement des sommes qui lui sont dues par compensation avec des sommes dues à l'Organisme délégataire, après en avoir dûment informé ce dernière et sans que son accord préalable ne soit nécessaire. Cette disposition est

applicable sans préjudice d'un échelonnement éventuel des paiements convenu entre les Parties.

- 18.4 Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des sommes dues à la Commission sont à la charge exclusive de l'Organisme délégataire.